

- REGLEMENT
D'EAU POTABLE -

Version novembre 2021



PREAMBULE

1. Champ d'application

Saint-Louis Agglomération exerce la totalité du service public d'eau potable sur l'ensemble de ses communes membres :

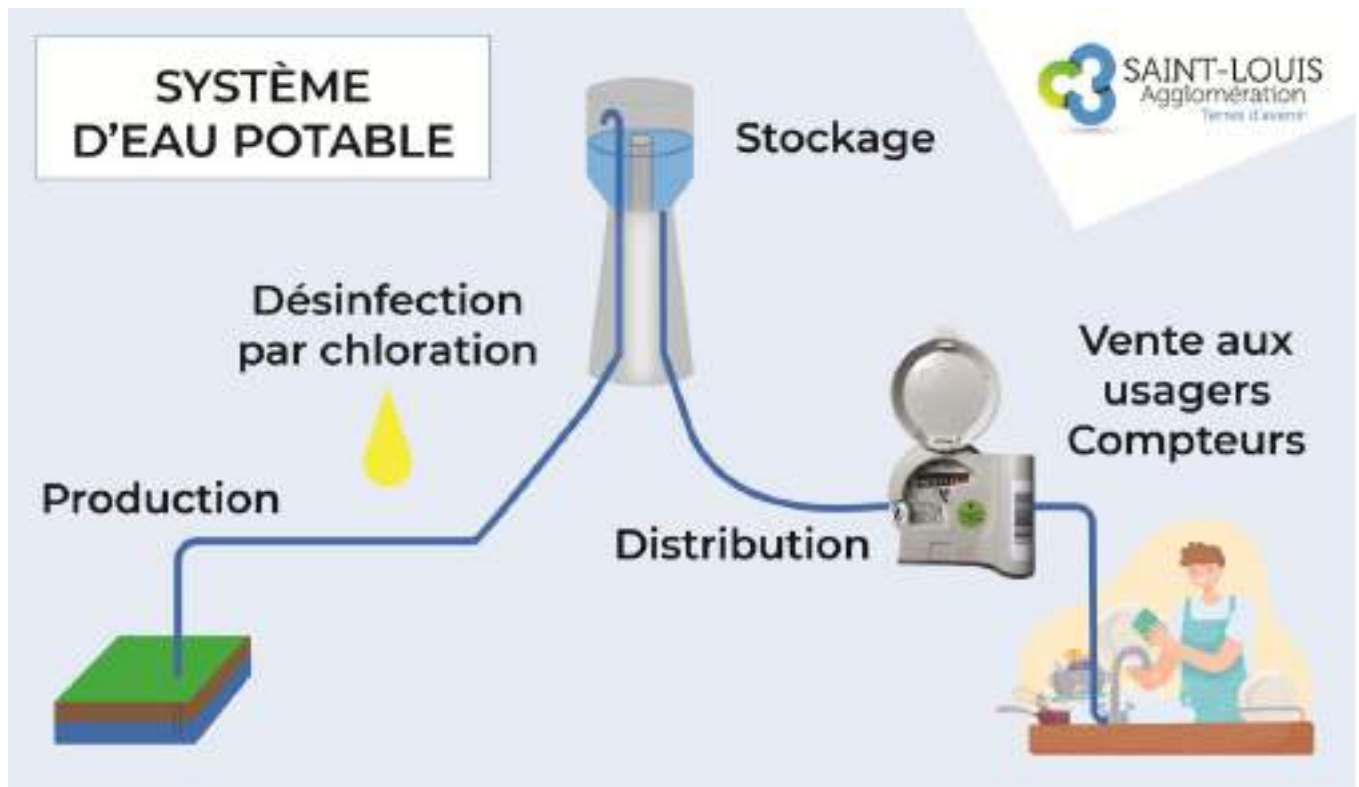
- | | |
|---------------------|----------------------|
| - Attenschwiller | - Magstatt-le-Bas |
| - Bartenheim | - Magstatt-le-Haut |
| - Blotzheim | - Michelbach-le-Bas |
| - Brinckheim | - Michelbach-le-Haut |
| - Buschwiller | - Neuwiller |
| - Folgensbourg | - Ranspach-le-Bas |
| - Geispitzen | - Ranspach-le-Haut |
| - Hagenthal-le-Bas | - Rantzwiller |
| - Hagenthal-le-Haut | - Rosenau |
| - Hégenheim | - Saint-Louis |
| - Helfrantzkirch | - Schlierbach |
| - Hésingue | - Sierentz |
| - Huningue | - Steinbrunn-le-Haut |
| - Kappelen | - Stetten |
| - Kembs | - Uffheim |
| - Knoeringue | - Village-Neuf |
| - Koetzingue | - Wahlbach |
| - Landser | - Waltenheim |
| - Leymen | - Wentzwiller |
| - Liebenschwiller | - Zaessingue |

2. Gestion de l'eau potable

Pour assumer cette compétence, Saint-Louis Agglomération s'est dotée d'un service uniquement dédié à ce domaine : la Direction de l'Assainissement et de l'Eau dont les missions évolutives au gré des modifications réglementaires portent principalement sur :

- suivi administratif et technique de la gestion des unités de distribution (UDI) : sur le territoire de Saint-Louis Agglomération, deux modes de gestion cohabitent :
 - l'exploitation de l'unité de distribution regroupant les communes de Blotzheim, Buschwiller, Hésingue, Hégenheim, Huningue, Saint-Louis et Village-Neuf est déléguée à un opérateur privé ;
 - les autres unités de distribution présentes sur le territoire sont gérées par Saint-Louis Agglomération au travers de sa Direction de l'Assainissement et de l'Eau.

3. Notion d'unité de distribution



4. Les unités de distribution de Saint-Louis Agglomération

4.1. Organisation de l'eau potable sur le territoire de Saint-Louis Agglomération

Unités de distribution (UD) d'eau potable effectives en 2020 sur le territoire de Saint-Louis Agglomération	
Unité de distribution	Communes rattachées à l'unité de distribution
1	Attenachviller / Blotheim / Buschviller / Hégenheim / Hélsingue / Hœringes / Michelbach-le-Bas / Michelbach-le-Haut / Saint-Louis / Village Neuf
2	Falgenlèsang / Wertviller
3	Communes de l'ex-Communauté de Communes du Pays de Sierck (17) / Bartenheim / Kembs / Ranspach-le-Bas / Ranspach-le-Haut / Rosarau
4	Hagenthal-le-Bas / Hagenthal-le-Haut
5	Kœnigsberg
6	Layman
7	Liebviller
8	Neuviller



Basé sur : Liste de communes : 2014, 03/2010 - Ministère S.A. - S.A. Agglomération de Saint-Louis Agglomération - 2014, 03/2010 - Agence Régionale de la Santé - OJ/03/2018

PLAN D'EAU À TITRE INDICATIF ET NON GARANTI

5. Le règlement d'eau potable

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES.....	7
Article 1 : Objet du règlement	7
Article 2 : Obligations du service	7
Article 3 : Modalités de fourniture d'eau	8
Article 4 : Procédure d'individualisation des contrats de fourniture d'eau à l'intérieur des immeubles collectifs à usage principal d'habitation et des ensembles immobiliers de logements (dénommés ci-après « immeubles d'habitat collectif »)	8
Article 5 : Définition du branchement.....	9
Article 6 : Conditions d'établissements, d'entretien et de renouvellement du branchement	10
CHAPITRE 2 - ABONNEMENTS.....	11
Article 7 : Demande d'abonnement.....	11
Article 8 : Règles générales concernant les abonnements ordinaires.....	11
Article 9 : Abonnements spéciaux	13
Article 10 : Abonnements temporaires.....	13
Article 11 : Abonnements particuliers pour lutte contre l'incendie.....	13
CHAPITRE 3 – BRANCHEMENTS, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTERIEURES.....	14
Article 12 : Conception de mise en service des branchements et compteurs	14
Article 13 : Installations intérieures de l'abonné, fonctionnement, règles générales.....	15
Article 14 : Installations intérieures de l'abonné – cas particuliers.....	15
Article 15 : Installations intérieures de l'abonné – interdictions.....	17
Article 16 : Manœuvre des robinets sous bouche à clé et démontage des branchements ...	17
Article 17 : Compteurs, relevés, fonctionnement, entretien.....	17
Article 18 : Compteurs, vérifications.....	18
CHAPITRE 4 – PAIEMENTS	19
Article 19 : Paiement du branchement et des dispositifs de relevés à distance.....	19
Article 20 : Paiement des fournitures d'eau.....	19
Article 21 : Frais de fermeture et de réouverture du branchement, ou du robinet de fermeture avant compteur d'un abonné d'un immeuble d'habitat collectif	20
Article 22 : Paiement des prestations et fournitures d'eau relatives aux abonnements temporaires.....	20
Article 23 : Remboursement d'extensions et autres frais en cas de cessation d'abonnement	20
Article 24 : Régime des extensions réalisées sur l'initiative des particuliers	20

CHAPITRE 5 – INTERRUPTIONS ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTION 21

Article 25 : Interruption résultant de travaux prévisibles ou imprévisibles ou des cas de force majeure 21

Article 26 : Restrictions à l'utilisation de l'eau et modification des caractéristiques de distribution 21

Article 27 : Cas du Service de Lutte contre l'Incendie 21

CHAPITRE 6 – DISPOSITIONS D'APPLICATION..... 22

Article 28 : Date d'application 22

Article 29 : Modifications du règlement..... 22

Article 30 : Clause d'exécution infractions et poursuites 22

Article 31 : Annexes 22

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

En vertu des deux modes de gestion qui cohabitent sur le territoire de Saint-Louis Agglomération et du contrat d'affermage conclu avec la société VEOLIA en date du 12 décembre 2012, le présent règlement s'applique sur le territoire géré en régie par Saint-Louis Agglomération.

La Direction de l'Assainissement et de l'Eau prend la qualité de Service des Eaux.

Saint-Louis Agglomération est dénommée la Collectivité.

Article 1 : Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et modalités suivant lesquelles est accordé l'usage de l'eau potable les communes membres de la Collectivité, à savoir :

- | | |
|---------------------|----------------------|
| - Attenschwiller | - Michelbach-le-Bas |
| - Bartenheim | - Michelbach-le-Haut |
| - Brinckheim | - Neuwiller |
| - Folgenschbourg | - Ranspach-le-Bas |
| - Geispitzen | - Ranspach-le-Haut |
| - Hagenthal-le-Bas | - Rantzwiller |
| - Hagenthal-le-Haut | - Rosenau |
| - Helfrantzkirch | - Schlierbach |
| - Kappelen | - Sierentz |
| - Kembs | - Steinbrunn-le-Haut |
| - Knoeringue | - Stetten |
| - Koetzingue | - Uffheim |
| - Landser | - Wahlbach |
| - Leymen | - Waltenheim |
| - Liebenschwiller - | - Wentzwiller |
| - Magstatt-le-Bas | - Zaessingue |
| - Magstatt-le-Haut | |

Article 2 : Obligations du service

Le Service des Eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement selon les modalités prévues à l'article 7 ci-après.

Il est responsable du bon fonctionnement du service.

Les branchements et les compteurs sont établis sous la responsabilité du Service des Eaux, de manière à permettre leur fonctionnement correct dans les conditions normales d'utilisation.

Il est tenu, sauf cas de force majeure, d'assurer la continuité du service.

Le Service des Eaux est tenu de fournir une eau présentant constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur.

Toutefois, lors de circonstances exceptionnelles dûment justifiées (force majeure, travaux, incendie), le service sera exécuté selon les dispositions des articles 25 à 27 du présent règlement.

Le Service des Eaux est tenu d'informer la Collectivité et l'Agence Régionale de la Santé de toute modification de la qualité de l'eau pouvant avoir des répercussions sur la santé des usagers soit directement, soit indirectement par les différentes utilisations qui peuvent être faites (bain, arrosage...).

Tous justificatifs de la conformité de l'eau à la réglementation en matière de portabilité sont mis à la disposition de tout abonné qui en fait la demande, soit par la Collectivité responsable de l'organisation du service de distribution d'eau, soit par le Préfet du département intéressé, dans les conditions prévues par la loi n°78 753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et le décret n°2003-462 du 21 mai 2003 codifié aux articles D1321-103 à D1321-105 du Code de la santé publique relatif aux conditions d'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine.

Ces justificatifs sont assortis de commentaires propres à éclairer utilement l'abonné.

Article 3 : Modalités de fourniture d'eau

La fourniture d'eau s'effectue dans le cadre d'un contrat d'abonnement conclu avec le Service des Eaux.

Le client a l'initiative de la demande d'abonnement, qu'il peut formuler à sa convenance, soit par téléphone, soit par écrit auprès de l'agence locale du Service des Eaux.

En retour de la demande d'abonnement, le présent règlement ainsi qu'un document descriptif récapitulatif des conditions particulières de l'abonnement sont remis à l'abonné ou lui sont adressés par envoi postal. L'abonné reçoit d'autre part une facture d'accès au service. Le paiement de cette facture-contrat confirme l'abonnement ; il prouve l'adhésion de l'abonné aux conditions particulières et au présent règlement.

La date de prise d'effet de l'abonnement est, soit celle de la mise en service du branchement, soit, si le branchement est resté en service, la date d'entrée dans les lieux.

La fourniture d'eau se fait uniquement au moyen de branchements munis de compteurs.

Article 4 : Procédure d'individualisation des contrats de fourniture d'eau à l'intérieur des immeubles collectifs à usage principal d'habitation et des ensembles immobiliers de logements (dénommés ci-après « immeubles d'habitat collectif »).

Dans la suite du présent règlement de service, à titre de simplification, « les immeubles collectifs d'habitation et les ensembles immobiliers de logement » seront désignés par l'appellation « les immeubles d'habitat collectif ».

A partir du 6 février 2004, l'individualisation des contrats de fourniture d'eau froide dans un immeuble d'habitat collectif pourra être demandée par le propriétaire ; ce propriétaire est soit le propriétaire bailleur privé ou public dans le cas d'une unicité de propriété, soit le syndicat des copropriétaires dans le cas d'une copropriété.

L'individualisation sera réalisée dans les conditions du présent règlement général du service, et dans le respect des prescriptions techniques spécifiques nécessaires à l'individualisation annexées au présent règlement de service et qui seront remises au propriétaire demandeur. La procédure de passage à l'individualisation est schématisée dans le « schéma de procédure de passage à l'individualisation » annexé au présent Règlement de Service.

Le propriétaire demandeur prendra à sa charge les études et les travaux nécessaires à l'individualisation, notamment la mise en conformité des installations aux prescriptions du code de la santé publique ; les coûts des visites pour examen ou contrôle de l'immeuble, des prélèvements et des analyses d'eau, et des éventuels travaux, réalisés par le Service des Eaux, seront payés par le propriétaire au Service des Eaux.

L'individualisation sera contractualisée par un contrat d'individualisation établi entre le propriétaire et le Service des Eaux, et fixant notamment les conditions de mise en place des contrats d'abonnement individuels de fourniture d'eau au bénéfice des copropriétaires ou locataires, et d'évolution du contrat d'abonnement du compteur général d'immeuble. Le cadre type de ce contrat d'individualisation est annexé au présent règlement de service.

Ce contrat pour la mise en place de l'individualisation prévoira que tout changement de copropriétaire ou d'occupant d'un logement fera l'objet d'une information du Service des Eaux par le propriétaire de l'immeuble d'habitat collectif qui, à défaut, sera garant des factures impayées liées au changement de copropriétaire ou d'occupant.

Le contrat d'individualisation ne prendra effet que lorsque :

- chaque copropriétaire ou occupant de bonne foi d'un logement de l'immeuble d'habitat collectif aura souscrit un contrat d'abonnement individuel ;
- les travaux de mise en conformité auront été réalisés et contrôlés ;
- les compteurs d'eau individuels, et le cas échéant les dispositifs de relevés à distance et les différents équipements techniques complémentaires permettant d'assurer leur fonctionnement, auront été posés par le Service des Eaux ; dans ce cas, le propriétaire devra par ailleurs avoir pris les dispositions pour que l'hébergement de ces équipements techniques complémentaires, y compris ceux permettant la liaison téléphonique avec le réseau informatique du Service des Eaux, soit assuré dans les locaux de l'immeuble.
- les différents frais facturés par le Service des Eaux et mis à la charge du propriétaire ou des futurs titulaires des contrats d'abonnement individuel par le présent règlement de service et par les prescriptions techniques, ou consécutifs aux conditions préalables listées dans le contrat d'individualisation, auront été payés.

Article 5 : Définition du branchement

Le branchement comprend depuis la canalisation publique, en suivant le trajet le plus court possible :

- la prise d'eau sur la conduite de distribution publique ;
- le robinet d'arrêt sous bouche à clé ;
- la canalisation de branchement entre la conduite de distribution publique et le compteur situés tant sous le domaine public que privé, jusqu'au compteur, ce dernier devra être placé en propriété, dans un regard de type incongelable, à un mètre maximum de la limite du domaine public ;
- le robinet avant compteur ;
- le compteur : ce compteur est le compteur général d'immeuble dans le cas d'un immeuble d'habitat collectif ;
- les différents joints, à l'exception du dernier, précédant les installations internes de l'abonné ;
- le dispositif anti-retour, le robinet de purge et, le robinet après compteur dont les entretiens sont à la charge et sous la responsabilité de l'abonné.

Ce dispositif anti-retour est :

- un clapet anti-retour dans le cas d'un usage de l'eau strictement domestique ;

- un des dispositifs anti-retour défini par la norme NF EN1717 pour tous les autres usages, ou dans le cas où la réglementation viendrait à imposer un de ces dispositifs pour un usage domestique à l'eau.

Article 6 : Conditions d'établissements, d'entretien et de renouvellement du branchement

a) établissement du branchement :

Un branchement sera établi pour chaque immeuble.

Toutefois, sur décision du Service des Eaux, dans le cadre d'un immeuble d'habitat collectif, il pourra être établi :

- soit un branchement unique équipé d'un compteur ;
- soit plusieurs branchements distincts munis chacun d'un compteur.

De même les immeubles indépendants, même contigus, doivent disposer chacun d'un branchement, sauf s'il s'agit des bâtiments d'une même exploitation agricole industrielle ou artisanale, ou des bâtiments situés sur une même propriété et ayant le même occupant.

Le Service des Eaux fixe, en concertation avec l'abonné, le tracé et le diamètre du branchement, ainsi que le calibre et l'emplacement du compteur.

Si pour des raisons de convenance personnelle ou en fonction de conditions locales et particulières d'aménagement de la construction à desservir, l'abonné demande des modifications aux dispositions arrêtées par le Service des Eaux, celui-ci peut lui donner satisfaction sous réserve que l'abonné prenne à sa charge le supplément de dépenses d'installation et d'entretien en résultant. Le Service des Eaux demeure toutefois libre de refuser ces modifications et elles ne lui paraissent pas compatibles avec les conditions d'exploitation et d'entretien du branchement.

Tous les travaux d'installation de branchement sont exécutés pour le compte de l'abonné et à ses frais par le Service des Eaux, ou, sous sa direction, par une entreprise agréée par lui et la Collectivité. Toutefois la construction du regard peut être réalisée par l'abonné, sous réserve qu'il se conforme aux directives du Service des Eaux.

Le Service des Eaux présente à l'abonné un devis détaillé des travaux à réaliser et des frais correspondants.

Le devis précise les délais d'exécution de ces travaux.

b) entretien et renouvellement du branchement :

Les travaux d'entretien et de renouvellement des branchements sont exécutés par le Service des Eaux ou, sous sa direction technique, par une entreprise agréée par lui et par la Collectivité.

Pour sa partie située en domaine public, le branchement est la propriété de la Collectivité et fait partie intégrante du réseau. Le Service des Eaux prend à sa charge les réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence de cette partie du branchement. La Collectivité prend à sa charge le renouvellement de cette partie de branchement.

Pour sa partie située en propriété privée, le branchement appartient au propriétaire de l'immeuble.

La garde de la surveillance de cette partie du branchement située en domaine privé sont à la charge du propriétaire de l'immeuble, avec toutes les conséquences que cette notion comporte en matière de responsabilité.

Le Service des Eaux, seul habilité à intervenir pour réparer la partie du branchement (jusqu'au compteur inclus) située en domaine privé, peut facturer les frais de réparation de la conduite de branchement (plomberie) ainsi que les frais de terrassement ordinaires (déblaiement, remblaiement) à l'occasion de l'entretien ou du renouvellement de cette partie de branchement. En cas de renouvellement de la totalité de la partie en domaine privé d'un branchement, le compteur doit être déplacé à proximité immédiate de la limite de la propriété si tel n'était pas le cas auparavant.

Restent à la charge du propriétaire tous les autres frais, notamment les frais de destruction et de renouvellement des structures et de revêtement divers (dalles béton, enrobés, carrelages, engazonnement ...), les frais de remise en état d'ouvrages (meublier fixe de jardin, mur, clôture, réseaux enterrés ...) ou de plantations ainsi que tous les autres dommages pouvant résulter de l'existence de cette partie du branchement.

L'entretien à la charge du Service des Eaux ne comprend ni les frais de déplacement ou de modification des branchements, ni les frais de réparation et les dommages résultant d'une maladresse ou d'une faute de l'abonné : ces frais seront facturés à l'abonné.

CHAPITRE 2 - ABONNEMENTS

Article 7 : Demande d'abonnement

Les abonnements sont accordés aux propriétaires et usufruitiers des immeubles, ainsi qu'aux locataires et occupants de bonne foi, sous réserve que la demande de ces derniers soit contresignée par le propriétaire ou l'usufruitier qui s'en porte garant.

Le Service des Eaux est tenu de fournir de l'eau à tout candidat à l'abonnement remplissant les conditions énoncées au présent règlement, dans un délai de cinq jours ouvrables après la signature de la demande d'abonnement s'il s'agit d'un branchement existant.

S'il faut réaliser un branchement neuf, le délai est de quinze jours ouvrables après réception de la commande et des autorisations administratives sauf dans le cas où une extension de réseau est nécessaire.

Le Service des Eaux peut surseoir à accorder un abonnement ou limiter le débit du branchement si l'implantation de l'immeuble ou la consommation nécessite la réalisation d'un renforcement ou d'une extension de canalisation.

Avant de raccorder définitivement un immeuble neuf, le Service des Eaux peut exiger du pétitionnaire la preuve qu'il est en règle avec les règlements d'urbanisme et avec la réglementation sanitaire.

Article 8 : Règles générales concernant les abonnements ordinaires

Les abonnements ordinaires sont soumis aux tarifs fixés par la Collectivité. Tout abonné peut consulter les délibérations fixant les tarifs ainsi que le contrat de délégation du service d'eau.

Les tarifs comprennent :

- une prime fixe d'abonnement ;
- une part variable proportionnelle au volume d'eau consommé.

Souscription du contrat

Les abonnements ordinaires sont souscrits pour une période de 6 mois. Ils se renouvellent par tacite reconduction par période de 6 mois.

Les abonnements peuvent être souscrits à toute époque de l'année. L'abonnement perçu au titre du 1^{er} mois est déterminé prorata temporis.

Pour souscrire un contrat, il suffit d'en faire la demande par téléphone ou par écrit auprès du Service des Eaux compétents selon le secteur cartographié présenté en annexe 1.

L'abonné reçoit le règlement de service, les conditions particulières du contrat et un dossier d'information sur le service de l'eau.

Le règlement de la première facture dite « facture-contrat » confirme l'acceptation des conditions particulières du contrat et du règlement du service de l'eau. A défaut de paiement dans le délai indiqué, le service peut être suspendu.

Le contrat prend effet à la date :

- soit d'entrée dans les lieux (si l'alimentation en eau est déjà effective) ;
- soit d'ouverture de l'alimentation en eau.

Les indications fournies dans le cadre du contrat font l'objet d'un traitement informatique. L'abonné bénéficie du droit d'accès et de rectification prévu par la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978.

Résiliation du contrat

Le préavis de résiliation est de 5 jours.

La résiliation peut se faire :

- soit par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- soit par appel téléphonique ou par lettre simple. Dans ce cas, la preuve de la résiliation résulte notamment du paiement de la facture d'arrêt de compte.

La résiliation d'un contrat d'abonnement en cours de semestre entraîne le paiement de la part proportionnelle du tarif correspondant au volume d'eau réellement consommé, minoré du montant calculé prorata temporis de la part de la prime fixe postérieure à la date de résiliation.

Lors de la cessation de l'abonnement, le branchement est en règle générale laissé en service. En conséquence, l'abonné sortant doit fermer le robinet d'arrêt avant compteur ; en cas d'impossibilité, il doit demander l'intervention du Service. Le service des Eaux n'est pas responsable des dégâts causés par des robinets intérieurs laissés en position ouverte.

L'ancien abonné ou, en cas de décès, ses héritiers ou ayants-droits restent responsables vis-à-vis du service des eaux de toutes sommes dues en vertu de l'abonnement initial.

En aucun cas, un nouvel abonné ne pourra être tenu responsable des sommes dues par le précédent abonné.

Cas d'un immeuble d'habitat collectif ayant opté pour l'individualisation des contrats de fourniture d'eau

Quand un contrat d'individualisation des contrats de fourniture d'eau a été passé entre le propriétaire d'un immeuble d'habitat collectif et le Service des Eaux :

- tous les locaux, logements ou points d'eau doivent être équipés de compteurs individuels avec robinets d'arrêt avant et après compteur et d'un clapet anti-retour, et des contrats individuels doivent être souscrits pour chacun de ces compteurs ;

- un contrat général d'immeuble doit être souscrit par le propriétaire de l'immeuble pour le compteur général d'immeuble ; ce contrat ne peut ultérieurement être résilié par le propriétaire qu'en cas de résiliation simultanée du contrat d'individualisation ;

Les frais d'accès au service de l'eau seront facturés pour le montant défini ci-avant pour les immeubles situés sur le périmètre délégué :

- au titre d'un logement, à chaque abonné, même si ce logement comporte plusieurs compteurs d'eau froide par logement ;
- au titre du compteur général d'immeuble, au propriétaire de l'immeuble d'habitat collectif ;
- au titre de chaque compteur de desserte d'une partie commune, au propriétaire de l'immeuble d'habitat collectif.

Le contrat d'individualisation d'un immeuble d'habitat collectif pourra être résilié par le service des Eaux lorsqu'il sera constaté que les conditions fixées dans le présent règlement de service ou dans le contrat d'individualisation, ou les prescriptions techniques nécessaires à la mise en place de l'individualisation, ne sont plus respectées dans leur intégralité du fait du propriétaire de l'immeuble d'habitat collectif ou suite à des dysfonctionnements auxquels il lui appartenait de remédier.

Préalablement à cette résiliation, le Service des Eaux mettra le propriétaire en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de remédier à la défaillance constatée et lui impartira un délai compatible avec les actions à mener pour cela.

En l'absence de remédiation de la défaillance dans le délai imparti, le contrat d'individualisation sera résilié par le Service des Eaux selon les modalités précisées dans ce contrat.

Les contrats individuels seront alors résiliés de plein droit et l'alimentation en eau de l'immeuble fera alors l'objet d'un contrat unique souscrit par le propriétaire.

Article 9 : Abonnements spéciaux

Sans objet.

Article 10 : Abonnements temporaires

Des abonnements temporaires (pour alimentation en eau d'entreprises de travaux), peuvent être consentis à titre exceptionnel, pour une durée limitée, sous réserve qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour la distribution d'eau.

Aucun aménagement d'un branchement temporaire ne sera autorisé sur les poteaux/bouches d'incendie pour alimenter les besoins d'un chantier ou le remplissage de piscine.

Le Service des Eaux peut subordonner la mise en place d'un compteur de chantier provisoire pour abonnement temporaire au versement d'un dépôt de garantie fixé à 500 €.

Les conditions de fourniture de l'eau, conformément au présent article, donnent lieu à l'établissement d'une convention spéciale. Il sera perçu une redevance fixe égale au minimum au montant de la prime fixe annuelle et une avance sur consommation.

Article 11 : Abonnements particuliers pour lutte contre l'incendie

Sans objet

CHAPITRE 3 – BRANCHEMENTS, COMPTEURS ET INSTALLATIONS INTERIEURES

Article 12 : Conception de mise en service des branchements et compteurs

La mise en service du branchement ne peut avoir lieu qu'après paiement au Service des Eaux des sommes éventuellement dues pour son exécution, conformément à l'article 19 ci-après.

Les compteurs sont posés et entretenus en bon état de fonctionnement par le Service des Eaux.

Le compteur (pour un immeuble d'habitat collectif, il s'agit ici du compteur général d'immeuble) doit être placé en propriété dans un regard de type incongelable, à 1 mètre maximum de la limite du domaine public de façon à être accessible facilement et en tout temps aux agents du Service des Eaux.

Si le compteur est placé dans un bâtiment, la partie du branchement située dans ce bâtiment en amont du compteur doit rester accessible, afin que le Service des Eaux puisse s'assurer à chaque visite qu'aucun piquage illicite n'a été effectué sur ce tronçon de conduite.

Tout compteur (compteur desservant un logement unique, compteur général d'immeuble, compteur desservant un logement individuel ou une partie commune privative dans un immeuble d'habitat collectif) doit comporter à l'amont un dispositif permettant son isolement et accessible à tout moment au Service des Eaux sans qu'une intervention d'un tiers soit nécessaire.

Des prescriptions techniques spécifiques sont applicables aux installations privées d'un immeuble d'habitat collectif ayant opté pour l'individualisation.

Ces prescriptions techniques spécifiques nécessaires à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau froide sont décrites à l'annexe 2 du présent règlement et comprennent notamment :

- des installations intérieures comportant au droit de chaque futur nouveau compteur de classe C (autre que le compteur général d'immeuble) :
 - un robinet de fermeture avant compteur ;
 - une manchette de longueur permettant sa substitution par le compteur de classe C à venir ;
 - un robinet de fermeture après compteur, intégrant une prise d'eau ;
 - un dispositif anti-retour.

- une accessibilité permanente à cet ensemble pour toute intervention de pose, dépose, prélèvement d'eau pour analyse, etc ...

Le type et le calibre des compteurs sont fixés par le Service des Eaux compte tenu des besoins annoncés par l'abonné, conformément aux prescriptions réglementaires relatives aux instruments de mesure.

Si la consommation d'un abonné ne correspond pas aux besoins qu'il avait annoncés, l'une des parties propose à l'autre le remplacement du compteur par un matériel adapté aux nouveaux besoins de l'abonné. L'opération s'effectue aux frais de l'abonné.

Le compteur peut être équipé d'un dispositif émetteur radio.

L'abonné doit signaler sans retard au Service des Eaux tout indice d'un fonctionnement défectueux du branchement ou du compteur.

L'abonné s'engage à laisser libre accès au Service des Eaux pour procéder aux réparations jugées nécessaires.

Article 13 : Installations intérieures de l'abonné, fonctionnement, règles générales

Les installations intérieures de l'abonné commencent inclusivement à partir du joint de sortie du compteur et comporteront au moins le robinet de purge et le robinet après compteur ainsi que, comme il est dit à l'article 16 ci-après, le dispositif anti-retour.

Pour un immeuble d'habitat collectif, les installations intérieures désignent l'ensemble des canalisations et équipements situés au-delà du compteur général d'immeuble, à l'exception des compteurs posés par le Service des Eaux et équipant les logements et les parties communes.

Tous les travaux d'établissement et d'entretien de canalisations après le compteur sont exécutés par les installateurs particuliers choisis par l'abonné et à ses frais. Le Service des Eaux est en droit de refuser l'ouverture d'un branchement si les installations intérieures sont susceptibles de nuire au fonctionnement normal de la distribution publique. L'abonné est seul responsable de tous les dommages causés à la Collectivité ou aux tiers tant par l'établissement que par le fonctionnement des ouvrages installés par ses soins.

Tout appareil qui constituerait une gêne pour la distribution ou un danger pour le branchement, notamment par coup de bélier, doit être immédiatement remplacé sous peine de fermeture de branchement. En particulier les robinets de puisage doivent être à la fermeture suffisamment lente pour éviter tout coup de bélier.

A défaut, le Service des Eaux peut imposer un dispositif anti-bélier.

Conformément au règlement sanitaire, les installations intérieures d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de phénomène de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable par des matières résiduelles, des eaux nocives ou toute autre substance non désirable.

Lorsque les installations intérieures d'un abonné sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes aux prescriptions du règlement sanitaire départemental, le Service des Eaux, l'Agence Régionale de la Santé ou tout organisme mandaté par la Collectivité peuvent, en accord avec l'abonné, procéder à leur vérification.

En cas d'urgence ou de risque pour la santé publique, ils peuvent intervenir d'office.

Les abonnés pourront être invités à mettre fin aux anomalies éventuellement constatées par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de correction de ces anomalies dans les quinze jours qui auront suivi la réception de cette lettre recommandée, le Service des Eaux sera en droit de fermer le branchement sans autre avis.

Pour éviter les préjudices qui peuvent résulter des ruptures de tuyaux, notamment pendant l'absence des usagers, les abonnés peuvent demander au Service des Eaux, avant leur départ, la fermeture du robinet sous bouche à clé ou du robinet avant compteur à leurs frais (dans les conditions prévues à l'article 21).

Article 14 : Installations intérieures de l'abonné – cas particuliers

Tout abonné disposant à l'intérieur de sa propriété des canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique, doit en avertir le Service des Eaux.

Sont interdits à l'abonné :

- toute communication directe ou indirecte entre canalisations alimentées par l'eau du service public et d'autres canalisations alimentées par une eau d'une autre provenance (y compris par l'eau du service public ayant transité dans un réservoir particulier).
- toute manœuvre ou usage d'appareils qui serait susceptible de créer une dépression dans le réseau public à l'occasion d'un arrêt de la distribution ou le reflux dans ce même réseau d'une eau polluée ou simplement suspecte.

En vue de la protection des réseaux contre les retours d'eau polluée, lors de la demande d'abonnement, les futurs abonnés préciseront la nature de l'usage de l'eau (domestique, technique ou professionnelle) sur la base d'un questionnaire.

En fonction de leur réponse, un dispositif de protection supérieure au seul clapet anti-retour pourra leur être demandé, dont le type pourra leur être conseillé, en application de la grille d'analyse issue des réglementations et normes en vigueur.

Cette protection appartenant au domaine privé de l'installation sera localisée immédiatement à l'aval du poste de comptage.

Elle devra être exploitée selon les prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental ou des textes lui étant substitués et en particulier, dans le cas des disconnecteurs, faire l'objet d'une procédure de visite annuelle par une entreprise agréée, à la charge de l'abonné.

La mise en service du branchement sera conditionnée par la vérification de la part du Service des Eaux :

- de la présence de la protection ;
- de l'existence, pour les disconnecteurs, d'une procédure de visite annuelle par du personnel qualifié et habilité.

Tout litige concernant la protection à installer sera porté à la connaissance de l'Agence Régionale de la Santé ou des services de l'Etat. A défaut d'accord, une action pourra être entreprise auprès de la juridiction compétente.

Les dispositifs anti-retour pourront être fournis à l'abonné et installés par le Service des Eaux.

Pour raison de sécurité, l'utilisation des canalisations enterrées de la distribution publique pour constituer des prises de terre et l'utilisation des canalisations d'eau intérieures pour la mise à la terre des installations et appareils électriques sont interdites.

Lorsque les canalisations d'eau intérieures à un immeuble sont utilisées pour la mise à la terre des appareils électriques de l'abonné (cas des immeubles anciens, car cette utilisation est interdite dans les constructions nouvelles par la circulaire Affaires Sociales-Equipement 86-92 du 23.12.1986), les dispositions suivantes sont obligatoires :

- la conduite d'eau intérieure doit être reliée à une prise de terre réalisée dans le sol sous-jacent à l'immeuble ;
- la continuité électrique de cette canalisation doit être assurée sur son cheminement ;
- un manchon isolant de deux mètres de longueur droite doit être inséré à l'aval du compteur d'eau et en amont de la partie de la conduite reliée à la terre ; lorsque cette longueur ne peut être réalisée, le manchon isolant est complété par un dispositif permettant d'éviter le contact simultané entre le corps humain et les parties de canalisation séparées par ledit manchon isolant ;
- la canalisation intérieure doit faire l'objet d'un repérage particulier, une plaque apparente et placée près du compteur d'eau signale que la canalisation est utilisée comme conducteur.

Toute infraction aux dispositions de cet article entraîne la responsabilité de l'abonné et la fermeture de son branchement.

Article 15 : Installations intérieures de l'abonné – interdictions

Il est formellement interdit à l'abonné :

- 1) d'user de l'eau autrement que pour son usage personnel et celui de ses locataires, et notamment d'en céder ou d'en mettre à la disposition d'un tiers sauf en cas d'incendie ;
- 2) de pratiquer tout piquage, ou orifice d'écoulement sur le tuyau d'amenée depuis sa prise sur la canalisation publique jusqu'au compteur ;
- 3) de modifier les dispositions du compteur, d'en gêner le fonctionnement, d'en briser les plombs ou cachets ;
- 4) de faire sur son branchement des opérations autres que la fermeture ou l'ouverture des robinets d'arrêts ou du robinet de purge.

L'abonné ayant la garde de la partie du branchement non située sur le domaine public, les mesures conservatoires qu'il peut être amené à prendre de ce fait ne sont pas visées, sous réserve qu'il en ait immédiatement averti le Service des Eaux.

Toute infraction au présent article expose l'abonné à la fermeture immédiate de son branchement sans préjudice des poursuites que le service pourrait exercer contre lui.

Toutefois, la fermeture du branchement doit être précédée d'une mise en demeure préalable de dix jours notifiée à l'abonné, excepté le cas où la fermeture est nécessaire pour éviter des dommages aux installations, protéger les intérêts des autres abonnés ou faire cesser un délit.

Article 16 : Manœuvre des robinets sous bouche à clé et démontage des branchements

La manœuvre du robinet sous bouche à clé de chaque branchement est uniquement réservée au Service des Eaux et interdite aux usagers. En cas de fuite dans l'installation intérieure, l'abonné doit, en ce qui concerne son branchement se borner à fermer le robinet à l'aval du compteur.

Le démontage partiel ou total du branchement ou du compteur ne peut être fait que par le Service des Eaux ou l'entreprise agréée et aux frais du demandeur.

Article 17 : Compteurs, relevés, fonctionnement, entretien

- 1) Toutes facilités doivent être accordées au Service des Eaux pour le relevé du compteur qui a lieu au moins une fois par an pour les abonnements ordinaires et dans les conditions prévues à leur contrat pour les abonnements spéciaux. Si, à l'époque d'un relevé, le Service des Eaux ne peut accéder au compteur, il est laissé sur place, soit un avis de second passage, soit une carte-relevé que l'abonné doit retourner complétée au Service des Eaux dans un délai maximal de huit jours. Si, lors du second passage, le relevé ne peut encore avoir lieu ou si la carte-relevé n'a pas été retournée dans le délai prévu, la consommation est provisoirement fixée au niveau de celle de la période correspondante de l'année précédente : le compte est apuré ultérieurement à l'occasion du relevé suivant. En cas d'impossibilité d'accès au compteur lors du relevé suivant, le Service des Eaux est en droit d'exiger de l'abonné qu'il le mette en mesure, en lui fixant rendez-vous, de procéder contre remboursement des frais par l'abonné à la lecture du compteur, et ceci dans le délai maximum de 30 jours, faute de quoi, de même qu'en cas de fermeture de la maison, le Service des Eaux est en droit de procéder à la fermeture du branchement.

Les compteurs individuels des abonnés des immeubles d'habitat collectif pour lesquels un contrat d'individualisation a été signé entre le propriétaire et le Service des Eaux doivent eux aussi être accessibles pour toute intervention.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation pendant l'arrêt est calculée sauf preuve contraire apportée par l'une ou l'autre des parties sur la base de la consommation pendant la période correspondante de l'année précédente ou, à défaut, sur celle de l'année en cours, s'il y a eu mesure de consommation pendant un laps de temps nettement déterminé.

Dans le cas où l'abonné refuse de laisser faire les réparations jugées nécessaires au compteur et au robinet d'arrêt avant compteur, le Service des Eaux supprime immédiatement la fourniture de l'eau, tout en étant en droit d'exiger le paiement de l'abonnement jusqu'à la fin de celui-ci.

L'abonné doit prendre, à ses risques et périls, toutes les précautions utiles pour garantir son compteur contre les retours d'eau chaude, les chocs et les accidents divers. Il est responsable du gel de son compteur.

Ne sont réparés ou remplacés aux frais du Service des Eaux, que les compteurs ayant subi des détériorations indépendantes de l'usager et des usures normales. Tout remplacement et toute réparation de compteur, dont le plomb de scellement aurait été enlevé et qui aurait été ouvert ou démonté ou dont la détérioration serait due à une cause étrangère à la marche normale d'un compteur (gel, incendie, introduction de corps étrangers, chocs extérieurs, etc. ...), sont effectués par le Service des Eaux, aux frais exclusifs de l'abonné, auquel incombe le soin de prendre les mesures nécessaires pour éviter les accidents dont il s'agit.

Les dépenses ainsi engagées par le Service des Eaux pour le compte d'un abonné font l'objet d'un mémoire dont le montant est recouvré dans les mêmes conditions que les factures d'eau.

- 2) Dans le cas d'un immeuble d'habitat collectif équipé de compteurs à l'intérieur des logements, des dispositifs de relevés à distance et leurs équipements connexes peuvent être fournis et installés à l'initiative du Service des Eaux aux frais du propriétaire de l'immeuble ; ces dispositifs et équipements sont entretenus et renouvelés par le Service des Eaux aux frais du propriétaire de l'immeuble.

Dans le cas où l'abonné refuse de laisser faire l'entretien ou le renouvellement nécessaire par le Service des Eaux, celui - ci supprime immédiatement la fourniture de l'eau, tout en étant en droit d'exiger le paiement de l'abonnement jusqu'à la fin de celui-ci.

Article 18 : Compteurs, vérifications

Le Service des Eaux pourra procéder à la vérification des compteurs aussi souvent qu'il le juge utile. Ces vérifications ne donneront lieu à aucune allocation à son profit.

L'abonné a le droit de demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de son compteur. Le contrôle est effectué sur place par le Service des Eaux en présence de l'abonné sous forme d'un jaugeage. En cas de contestation, l'abonné a la faculté de demander la dépose du compteur, en vue de son étalonnage.

La tolérance de l'exactitude est celle donnée par la réglementation en vigueur.

Si le compteur répond aux prescriptions réglementaires visées à l'article 12, les frais de vérification sont à la charge de l'abonné. Ces frais sont fixés forfaitairement à la valeur de 30 m³ de l'abonnement ordinaire.

Les frais de jaugeage d'un compteur de calibre supérieur ainsi que ceux d'étalonnages sur banc d'essai agréé seront estimés selon les dépenses réelles. Un devis comportant frais de dépose et de réception sur un banc S.I.M. devant huissier sera proposé à l'abonné et soumis à son accord.

Si le compteur ne répond pas aux prescriptions réglementaires, les frais de vérification sont supportés par le Service des Eaux. De plus, la facturation sera, s'il y a lieu, rectifiée à compter de la date du précédent relevé.

CHAPITRE 4 – PAIEMENTS

Article 19 : Paiement du branchement et des dispositifs de relevés à distance

L'installation d'un branchement sera payée au Service des Eaux à la signature de la demande d'abonnement et après présentation d'un devis établi à partir du bordereau des prix en vigueur sur le territoire.

La longueur du branchement est comptée de l'axe de la voie publique à l'origine du compteur. Toutefois, dans les rues canalisées de chaque côté, elle est comptée à partir de la canalisation.

Les compteurs et leurs émetteurs radio sont fournis et posés par le Service des Eaux, et cette fourniture et pose est facturée à l'abonné sur la base du bordereau de prix en vigueur sur le territoire.

Dans le cas d'un immeuble d'habitat collectif ayant opté pour l'individualisation, et équipé de compteurs à l'intérieur des logements, les dispositifs de relevés à distance et leurs équipements connexes sont fournis et installés par le Service des Eaux, sur le bordereau de prix en vigueur sur le territoire.

Conformément à l'article 12 ci-dessus, la mise en service du branchement n'a lieu qu'après paiement des sommes dues.

Article 20 : Paiement des fournitures d'eau

Les primes fixes d'abonnement sont payables, par semestre et d'avance.

Les montants proportionnels à la consommation sont payables par semestre à terme échu : pour le semestre avec relevé, la facture est établie dès constatation des quantités consommées : pour le semestre sans relevé, il est établi une facture intermédiaire, dont le montant est estimé à 50 % de la consommation de l'année précédente.

Les facturations sont mises en recouvrement par le Service des Eaux, habilité à en faire poursuivre le versement par tous moyens de droit commun.

Sauf disposition contraire, leur montant doit être acquitté à réception de la facture et dans un délai maximal de 60 jours.

L'abonné ne peut opposer à la demande de paiement aucune réclamation sur la quantité d'eau consommée ni, en particulier, solliciter une réduction de consommation en raison de fuites dans ses installations intérieures car il a toujours la possibilité de contrôler lui-même la consommation indiquée par son compteur.

Toute réclamation doit être adressée par écrit au Service des Eaux dans les meilleurs délais et, en tous cas, dans les trente jours suivant le paiement : le Service devra tenir compte, au plus tard lors de l'échéance suivante, de toute différence qui aurait eu lieu au préjudice de l'abonné.

Conformément au décret 2008-780 du 13 août 2008, le Service des Eaux peut en cas de non-paiement de la facture, suspendre la fourniture d'eau, à tout abonné non bénéficiaire du fond de solidarité logement ou n'en n'ayant pas fait la demande, après une seconde lettre simple de rappel, valant mise en demeure restée sans effet dans un délai de 20 jours.

En application des articles 2 et 3 du décret du 13 août 2008 sus cité, un régime spécial peut être appliqué aux personnes bénéficiaires du fond de solidarité logement ou en ayant fait la demande.

L'ensemble des frais de recouvrement amiable ou judiciaire qui pourront être exposés sera supporté par le débiteur, notamment les frais de recouvrement sur place des sommes dues, les frais de justice et plus généralement tous dépens, débours et les honoraires prévus à l'article 10 du décret n°96-1080 du 12 décembre 1996.

Article 21 : Frais de fermeture et de réouverture du branchement, ou du robinet de fermeture avant compteur d'un abonné d'un immeuble d'habitat collectif

Sauf à l'entrée dans les lieux et à la résiliation, les frais de fermeture et de réouverture de branchement ou du robinet de fermeture avant compteur d'un abonné d'un immeuble d'habitat collectif sont à la charge de l'abonné.

Le montant de chacune de ces opérations est fixé forfaitairement à :

- 30 € HT pour une fermeture demandée en application du dernier alinéa de l'article 13 ;
- 60 € HT si ces opérations sont consécutives à une impossibilité de relève du compteur ou du non-paiement des redevances ;
- 100 € HT sans préjudice des dispositions de l'article 29 ci-après s'il s'agit de rouvrir un branchement fermé en application de l'article 15.

La fermeture du branchement ou du robinet avant compteur ne suspend pas le paiement de la prime fixe d'abonnement, tant que celui-ci n'a pas été résilié.

Toutefois la résiliation sera considérée comme prononcée à l'issue de la première année suivant la fermeture, sauf demande contraire de l'abonné.

Article 22 : Paiement des prestations et fournitures d'eau relatives aux abonnements temporaires

Les frais de pose et d'entretien des compteurs, pour les abonnements temporaires, font l'objet de conventions spéciales avec le Service des Eaux et sont à la charge de l'abonné.

La fourniture de l'eau est facturée et payable dans les conditions fixées par lesdites conventions ou, à défaut par application de celles fixées à l'article 20.

Article 23 : Remboursement d'extensions et autres frais en cas de cessation d'abonnement

Lorsque pour desservir un abonné, il a été établi des installations spéciales (canalisations, branchement ...), cet abonné, s'il résilie son abonnement dans un certain délai, peut être obligé à verser une indemnité qui doit être prévue sur la réalisation des installations.

Article 24 : Régime des extensions réalisées sur l'initiative des particuliers

Dans le cas où la Collectivité n'a pas mis en place la « participation pour voirie et travaux » introduite par la loi « Urbanisme et habitat » du 2 juillet 2003, et lorsque le Service des Eaux réalise alors des travaux d'extension sur l'initiative de particuliers, ces derniers s'engagent à lui verser l'intégralité du montant des travaux.

Dans le cas où les engagements de paiement des dépenses sont faits conjointement par plusieurs riverains, le Service des Eaux détermine la répartition des dépenses entre ces riverains en se conformant à l'accord spécial intervenu entre eux.

Lorsqu'un nouveau riverain demande à être raccordé à l'extension réalisée sur l'initiative des particuliers après achèvement des travaux de réalisation de cette extension, aucune participation ne sera due par ce riverain.

CHAPITRE 5 – INTERRUPTIONS ET RESTRICTIONS DU SERVICE DE DISTRIBUTION

Article 25 : Interruption résultant de travaux prévisibles ou imprévisibles ou des cas de force majeure

Le Service ne peut être tenu responsable d'une perturbation de la fourniture due à un cas de force majeure.

Dans le cas de travaux prévisibles, le Service des Eaux avertit les abonnés 48 H à l'avance lorsqu'il procède à des travaux de réparation ou d'entretien prévisibles.

En cas d'interruption de la distribution excédant 48H consécutives, la redevance d'abonnement est réduite au prorata du temps de non-utilisation, sans préjudice des actions en justice que l'utilisateur pourrait tenter pour obtenir réparation des dommages causés par cette interruption.

Dans le cas de travaux non prévisibles, en cas d'interruption du service due à une casse accidentelle d'une conduite ou d'un équipement, le service ne peut être tenu pour responsable de ladite interruption pendant toute la durée des travaux de réparation.

Article 26 : Restrictions à l'utilisation de l'eau et modification des caractéristiques de distribution

En cas de force majeure, notamment de pollution des eaux, le Service des Eaux a à tout moment, le droit d'apporter en accord avec la Collectivité des limitations à la consommation d'eau, aux conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires. Dans l'intérêt général, la Collectivité se réserve le droit d'autoriser le Service des Eaux, à procéder à la modification du réseau de distribution ainsi que la pression de service, même si les conditions de desserte des abonnés doivent en être modifiées, sous réserve que le Service des Eaux ait, en temps opportun, averti les abonnés des conséquences des dites modifications.

Article 27 : Cas du Service de Lutte contre l'Incendie

En cas d'incendie ou d'exercices de lutte contre l'incendie, les abonnés doivent, sauf cas de force majeure, s'abstenir d'utiliser leur branchement.

En cas d'incendie et jusqu'à la fin du sinistre, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que des abonnés puissent faire valoir un droit quelconque à dédommagement.

La manœuvre des robinets sous bouche à clé et des bouches et poteaux d'incendie incombe aux seuls Service des Eaux de Protection contre l'incendie.

CHAPITRE 6 – DISPOSITIONS D'APPLICATION

Article 28 : Date d'application

Le présent règlement est mis en vigueur à dater du 1^{er} janvier 2022 ou à la date de la réception du présent règlement par le Représentant de l'Etat dans le département du Haut-Rhin, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

Article 29 : Modifications du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par la Collectivité et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement initial. Toutefois ces modifications ne peuvent entrer en vigueur qu'après avoir été portées à la connaissance des abonnés.

Ces derniers peuvent user du droit de résiliation qui leur est accordé par l'article 8 ci-dessus. Les réalisations qui interviennent dans ces conditions ont lieu de part et d'autre sans indemnité.

Article 30 : Clause d'exécution infractions et poursuites

Le Représentant de la Collectivité, les agents du Service des Eaux habilités à cet effet et le Receveur de la Collectivité en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Indépendamment du fait que le Service des Eaux se réserve par les précédents articles de suspendre les fournitures d'eau et de résilier d'office l'abonnement, les infractions au présent règlement, sont en tant que de besoins, constatés, soit par les agents du Service des Eaux soit par le Représentant de la Collectivité, et peuvent donner lieu à des poursuites devant les tribunaux compétents.

Article 31 : Annexes

Sont annexées et font partie intégrante du présent règlement du service de l'eau :

Annexe 1 – Mon interlocuteur eau potable sur ma commune

Annexe 2 – Demande d'ouverture de compteur et de contrat

Annexe 3 – Composantes du prix de l'eau

Annexe 4 – Prescriptions techniques nécessaires à la mise en place de l'individualisation

Annexe 5 – Schéma de procédure de passage à l'individualisation des contrats de fournitures d'eau dans les immeubles d'habitat collectif

Annexe 6 – Protection contre les retours d'eau

Annexe 7 – Précautions à prendre contre le gel

Annexe 8 – Précautions à prendre contre les fuites

Annexe 1 : Mon interlocuteur eau potable sur ma commune



● Saint-Louis Agglomération
Antenne de Hagenthal-le-Bas
2 rue Oberdorf
68220 HAGENTHAL-LE-BAS
Tél : 03 67 35 72 50

● Saint-Louis Agglomération
Pôle de Sierentz
57 rue Rogg Haas
68510 SIERENTZ
Tél : 03 89 28 54 28

● Véolia Eau Région Est
Centre Service Client
103 rue aux Arènes - BP 50017
57003 METZ Cedex
Tél : 09 69 32 35 54 (24h24 ; 7j/7)

Urgence : 03 89 70 46 68
(en dehors des heures d'ouverture au public)

Information concernant le renvoi de ce document

Document à renvoyer par mail ou voie postale à l'une des adresses suivantes (merci de prendre en compte l'adresse du nouveau contrat) :

Antenne / Pôle	Saint-Louis Agglomération Antenne de Hagenthal-le-Bas 2 rue Oberdorf - 68220 HAGENTHAL-LE-BAS eau.hagenthal@agglo-saint-louis.fr 03 67 35 72 50		Saint-Louis Agglomération Pôle de proximité de Sierentz 57 rue Rogg Haas - 68510 SIERENTZ eau.sierentz@agglo-saint-louis.fr 03 89 28 54 28	
	Liste des communes concernées	Attenschwiller	Michelbach-le-Bas	Bartenheim
Folgensbourg		Michelbach-le-Haut	Brinckheim	Rosenau
Hagenthal-le-Bas	Neuwiller	Geispitzen	Schlierbach	
Hagenthal-le-Haut	Ranspach-le-Bas	Helfrantzkirch	Sierentz	
Knoeringue	Ranspach-le-Haut	Kappelen	Steinbrunn-le-Haut	
Leymen	Wentzwiller	Kembs	Stetten	
Liebenswiller		Koetzingue	Uffheim	
		Landser	Wahlbach	
		Magstatt-le-Bas	Waltenheim	
		Magstatt-le-Haut	Zaessingue	

REMARQUE : l'eau potable pour les communes de Blotzheim, Buschwiller, Hégenheim, Hésingue, Huningue, Saint-Louis et Village-Neuf n'est pas gérée par Saint-Louis Agglomération. Merci de vous adresser directement à Veolia Eau (12 rue de Colmar à Hésingue ou au 0 969 323 554).

En signant ce formulaire, je m'engage à respecter le règlement d'eau potable, qui est disponible sur le site internet de Saint-Louis Agglomération ainsi que sur demande auprès de la Direction de l'Assainissement et de l'Eau, au paiement des consommations, frais taxes et redevances en vigueur ou à venir.

Le contrat pourra être résilié sur demande auprès de Saint-Louis Agglomération via le formulaire de changement d'abonné disponible sur notre site internet.

Fait à, le | | | |

Signature du/des propriétaire(s)

« Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par Saint-Louis Agglomération pour établir les factures d'Assainissement et d'Eau à ses abonnés. Elles sont conservées pendant 5 ans et sont destinées au personnel de la Direction de l'Assainissement et de l'Eau de Saint-Louis Agglomération. Conformément à la loi informatique et libertés de 1978 modifiée et au Règlement européen sur la protection des données du 14 avril 2016 (RGPD 2016/679), vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, vous opposer à leur traitement, demander leur effacement ou exercer votre droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données, vous pouvez contacter le délégué à la protection des données de Saint-Louis Agglomération à l'adresse suivante : dpo@agglo-saint-louis.fr. »



Annexe 3 : Composantes du prix de l'eau

1) PRIX DE L'EAU PROPREMENT DIT

↳ Prime fixe :

Somme destinée à couvrir une partie des charges fixes du service (les charges fixes du service comprennent notamment les frais de relevé, facturation, encaissement et d'entretien du branchement).

Il est facturé une prime fixe pour chaque compteur, y compris dans le cas où un logement est alimenté par plusieurs compteurs d'eau froide.

↳ Consommation :

Produit du nombre de mètres cubes consommés par le prix unitaire du mètre cube, avec éventuellement un tarif dégressif ou progressif par tranches.

Dans le cas d'un immeuble d'habitat collectif, la consommation facturée au compteur général d'immeuble durant une période de consommation correspond à la différence entre le volume relevé à ce compteur et la somme des volumes relevés aux compteurs individuels durant la même période, lorsque cette différence est positive ; si cette différence est négative, la consommation facturée au compteur général d'immeuble est prise égale à 0 m³ pour la période considérée, aucun avoir concernant la consommation n'étant par ailleurs émis pour cette période.

↳ La prime fixe et/ou la consommation comprennent une part « **distributeur** » rémunérant l'exploitation du service et une part « **collectivité** » permettant à celle-ci de rembourser les annuités d'emprunts souscrits pour réaliser les installations du service (usine de traitement, canalisations etc...).

2) REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT

Si l'utilisateur du Service des Eaux est raccordé ou raccordable au réseau d'assainissement, cette somme est destinée à couvrir l'ensemble des charges du Service de l'Assainissement.

Comme pour le service de l'eau, le prix peut être décomposé en :

↳ Prime fixe :

Somme destinée à couvrir une partie des charges fixes du service.

Il est facturé une prime fixe pour chaque compteur, y compris dans le cas où un logement est alimenté par plusieurs compteurs d'eau froide.

↳ Consommation :

Produit du nombre de mètres cubes consommés par le prix unitaire du mètre cube, avec éventuellement un tarif dégressif ou progressif par tranches.

Dans le cas d'un immeuble d'habitat collectif, la consommation facturée au compteur général d'immeuble durant une période de consommation correspond à la différence entre le volume relevé à ce compteur et la somme des volumes relevés aux compteurs individuels durant la même période, lorsque cette différence est positive ; si cette différence est négative, la consommation facturée au compteur général d'immeuble est prise égale à 0 m³ pour la période considérée, aucun avoir concernant la consommation n'étant par ailleurs émis pour cette période.

↳ La prime fixe et/ou la consommation comprennent une part « **distributeur** » rémunérant l'exploitation du service et une part « **collectivité** » permettant à celle-ci de rembourser les annuités d'emprunts souscrits pour réaliser les installations du service (usine de traitement, canalisations etc...).

3) REDEVANCE POUR MODERNISATION DES RESEAUX DE COLLECTE, REDEVANCE POUR POLLUTION DE L'EAU D'ORIGINE NON DOMESTIQUE ET REDEVANCE DE PRELEVEMENT (AGENCE DE L'EAU)

Ces trois redevances, qui sont proportionnelles à la consommation d'eau, sont reversées à l'Agence de l'Eau qui subventionne des ouvrages et réalisations destinés à améliorer/préserver la ressource en eau et assurer la dépollution des eaux résiduaires.

4) TVA

La taxe sur la valeur ajoutée est appliquée aux rubriques de la facture selon la réglementation en vigueur.

Note : les présentes composantes du prix de l'eau peuvent être amenées à être modifiées par des dispositions nouvelles, soit réglementaires, soit prises par des organismes ou collectivités tiers, sans que la présente annexe ait vocation à être modifiée.

5) VNF

Taxe perçue pour le compte de Voies Navigables de France, et appliquée en cas de prélèvement ou de rejet dans une voie navigable.

ATTENTION : DANS CERTAINS CAS, IL Y A LIEU DE NE PLUS CITER ALORS AU PARAGRAPHE 3 LA REDEVANCE PRELEVEMENT

6) CAS PARTICULIER

Au cas par cas.

Annexe 4 : Prescriptions techniques nécessaires à la mise en place d'individualisation

Individualisation des contrats de fourniture d'eau dans les logements collectifs

Prescriptions techniques nécessaires à la mise en place de l'individualisation

Conformément aux textes réglementaires (*), il incombe à la personne morale chargée du service public de la distribution d'eau, de définir les prescriptions que doivent respecter les installations de distribution d'eau des immeubles collectifs d'habitation et des ensembles immobiliers de logements pour lui permettre de procéder à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau.

Le présent document définit donc les prescriptions techniques nécessaires au passage à l'individualisation de ces contrats ainsi qu'au maintien dans le temps de cette individualisation. Ces prescriptions s'imposent au propriétaire de l'immeuble collectif d'habitation ou de l'ensemble immobilier de logements auteur de la demande d'individualisation, à savoir :

- le propriétaire bailleur privé ou public dans le cas de l'unicité de la propriété de l'immeuble collectif ou de l'ensemble immobilier de logements ;
- le Syndicat des copropriétaires, dans le cas d'une copropriété de l'immeuble collectif ou de l'ensemble immobilier de logements.

Ces prescriptions s'imposent également pour ce qui les concerne aux futurs titulaires des contrats d'abonnement individuel qui seront :

- les occupants, le cas échéant des copropriétaires, pour ce qui concerne les logements desservis ;
- le propriétaire pour ce qui concerne les parties communes de l'immeuble desservis.

I- Installations intérieures collectives

1.1 Responsabilités

L'ensemble des installations intérieures collectives doit être conforme aux dispositions du code de la santé publique (art. R1321-1 et suivants), relatif aux eaux destinées à la consommation humaine.

Les installations intérieures de l'immeuble collectif ou de l'ensemble immobilier de logements demeurent sous l'entière responsabilité du propriétaire qui en assure selon les règles de l'art la conception, la surveillance, l'entretien, le renouvellement et le maintien en conformité en tant que de besoin. Le service des eaux n'est pas tenu d'intervenir sur ces installations.

(*)décret n° 2003-408 du 28 avril 2003 relatif à l'individualisation des contrats de fourniture d'eau pris en application de l'article 93 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain

1.2 Délimitation des installations intérieures collectives

Sauf spécification contraire expresse, les installations intérieures collectives commencent immédiatement à l'aval du compteur général d'immeuble, conformément au règlement du service ou, le cas échéant, au contrat particulier de fourniture d'eau établi entre le service des eaux et le propriétaire. Elles s'arrêtent aux compteurs particuliers desservant les différents logements et les parties communes de l'immeuble, ainsi qu'à ceux desservant, le cas échéant, les équipements collectifs de réchauffement ou de retraitement de l'eau. Lorsque de tels équipements collectifs existent, les installations intérieures collectives seront strictement séparées des canalisations distribuant, au sein des immeubles, les eaux réchauffées ou retraitées.

1.3 Canalisations intérieures

Les canalisations de desserte en eau intérieures à l'immeuble collectif d'habitation (à l'ensemble immobilier de logements) devront être, pour leurs matériaux, leur conception, leur réalisation et leur entretien, conformes à la réglementation en vigueur, et ne pas être susceptibles de dégrader la qualité de l'eau.

Elles ne devront pas comporter de parties en plomb, ni provoquer des pertes de charges susceptibles de conduire au non-respect des exigences mentionnées à l'article R1321-57 du code de la santé publique, ni provoquer des pertes d'eau mesurables.

1.4 Dispositifs d'isolement

Chaque colonne montante doit être équipée, aux frais du propriétaire, à un emplacement permettant aisément sa manœuvre, d'une vanne d'arrêt permettant de l'isoler totalement.

Afin de faciliter la maintenance des robinets d'arrêt avant compteur, des dispositifs (purges, ventouses) permettant l'isolement hydraulique par groupes de compteurs seront installés.

Afin de permettre au service des eaux d'intervenir sur les compteurs, le propriétaire devra lui fournir un plan indiquant l'emplacement des colonnes montantes, des vannes d'isolement des différentes colonnes montantes, des purges, des ventouses et des différents points de comptage.

L'entretien des vannes d'arrêt, des purges, des ventouses et des clapets anti-retour est à la charge exclusive du propriétaire qui en garantit un niveau de maintenance et de remplacement suffisant afin que ces équipements soient en permanence en bon état de fonctionnement.

Le propriétaire devra laisser libre accès et libre utilisation des vannes d'arrêt, purges et ventouses, au service des eaux.

II- Comptage

2.1 Postes de comptage

Les points de livraison individuels seront tous équipés de compteurs, y compris les points de livraison aux parties communes (chaudières, points d'eau divers).

La facturation des consommations éventuelles autres que celles constatées aux points de livraison individuels se fera par différence entre le compteur général d'immeuble et la somme des compteurs individuels et selon les modalités précisées dans le contrat d'individualisation.

Les postes de comptage seront installés ou mis en conformité avant individualisation aux frais du propriétaire.

Chaque poste de comptage devra comprendre un système de pose du compteur permettant de poser le compteur horizontalement pour des compteurs de 110 mm de longueur minimum, ainsi que :

- un robinet d'arrêt $\frac{1}{4}$ de tour, verrouillable et accessible sans pénétrer dans les logements (pour les parties communes, le robinet d'arrêt sera remplacé si nécessaire par une vanne) ;
- un dispositif anti-retour visitable et satisfaisant aux conditions décrites au Chapitre III ci-après ;
- un robinet d'arrêt $\frac{1}{4}$ de tour, posé après compteur et intégrant une prise d'eau (pour les parties communes, le robinet d'arrêt sera remplacé si nécessaire par une vanne).

Chaque poste de comptage devra être identifié par une plaque gravée fixée à la tuyauterie ou au mur, indépendante du compteur et indiquant :

- la référence du logement desservi ou de la partie commune desservie ;
- la référence du service des eaux.

Les postes de comptage devront être aisément accessibles, et disposés de façon à ce que l'index du compteur soit facilement lisible.

Le contrat d'individualisation des contrats de fourniture d'eau passée avec le propriétaire comprend impérativement la liste exhaustive des postes de comptage ainsi que de leurs bénéficiaires (référence des logements ou des parties communes).

L'entretien des robinets d'arrêt (ou vannes) avant compteur est à la charge exclusive du propriétaire qui en garantit un niveau de maintenance et de remplacement suffisant afin que ces équipements soient en permanence en bon état de fonctionnement.

L'entretien des dispositifs anti-retour et des robinets d'arrêt (ou vannes) après compteur est à la charge exclusive des futurs titulaires des contrats d'abonnement individuel.

2.2 Compteurs

Tous les compteurs utilisés pour la facturation du service de l'eau doivent être d'un modèle agréé par le service des eaux.

En conséquence, les compteurs seront :

- de classe C, satisfaisant à la réglementation française en vigueur ;
- de technologie volumétrique, sauf exception techniquement justifiée ;
- de diamètre 15 mm et de débit nominal (Q_n) de un mètre cube et demi par heure, excepté pour les points d'eau des parties communes pour lesquels le débit de pointe serait supérieur à 3 m³/h ;
- de longueur 170 mm ou de longueur 110 mm pour les compteurs de Q_n 1,5 m³/h.

Ils seront fournis par le service des eaux selon les conditions du Règlement du service. Le service des eaux pourra examiner la possibilité de conserver des compteurs de classe C existants. Un contrôle statistique de la qualité métrologique des compteurs en place sera alors réalisé aux frais du propriétaire selon les dispositions réglementaires et normatives en vigueur. Les compteurs pourront alors être conservés s'ils satisfont à ce contrôle.

Les compteurs seront posés par le service des eaux aux frais du propriétaire.

Ils sont relevés, entretenus et renouvelés dans les conditions fixées au Règlement du service.

2.3 Relevé à distance

Lorsque des compteurs existants avant individualisation sont à l'intérieur des logements, des dispositifs de relevé à distance seront fournis et installés par le service des eaux sur l'ensemble des compteurs équipant les logements et les parties communes, aux frais du propriétaire.

Les équipements techniques complémentaires permettant d'assurer le fonctionnement des relevés à distance, seront fournis et installés par le service des eaux aux frais du propriétaire ; ce dernier prendra par ailleurs les dispositions pour que l'hébergement de ces équipements, y compris ceux permettant la liaison téléphonique avec son réseau informatique (mais hors coûts de communication), soit assuré dans les locaux de l'immeuble.

L'ensemble de ces dispositifs et équipements seront ensuite entretenus et renouvelés selon les conditions fixées au Règlement du service.

Dans le cas d'immeubles déjà dotés de compteurs individuels et de systèmes de relevé à distance, le service des eaux examinera la possibilité de conserver ces systèmes de relevés et se déterminera en fonction de leurs caractéristiques techniques et des conditions de reprise des informations à partir de ces systèmes.

2.4 Compteur général d'immeuble

Pour les immeubles existants, le compteur général d'immeuble sera conservé. Le cas échéant, dans le cas des immeubles existants déjà dotés de compteurs individuels et non dotés d'un compteur général, comme dans le cas des immeubles neufs, un compteur général d'immeuble sera installé par le service des eaux, aux frais du propriétaire. Il sera installé soit en domaine public, soit en domaine privé aussi près que possible du domaine public et devra être aisément accessible. Il appartiendra au service des eaux.

Un dispositif de relevé à distance du compteur général sera fourni et installé par le service des eaux aux frais du propriétaire à chaque fois que des dispositifs de relevés à distance seront installés sur les compteurs équipant les logements et les parties communes. Ce dispositif sera ensuite entretenu et renouvelé selon les conditions fixées au Règlement du service.

Pour les nouveaux immeubles, en cas de protection incendie par poteaux ou bouches d'incendie, ou tout autre système nécessitant un débit de pointe supérieur à 30 m³/h, les appareils de lutte contre l'incendie seront branchés sur un réseau intérieur de distribution distinct de celui alimentant les autres usages. Ce réseau sera également équipé d'un compteur général faisant l'objet d'un abonnement particulier. Les appareils branchés sur ce réseau ne doivent pas être utilisés pour d'autres besoins que la lutte contre l'incendie.

III- Dispositifs relatifs à la protection du réseau public et à la mesure de la qualité des eaux distribuées

Outre l'équipement des postes de comptage en clapets anti-retour, le propriétaire de l'immeuble, dans le cadre de l'individualisation, est tenu d'installer à l'aval immédiat du compteur général un ensemble de protection conforme aux prescriptions réglementaires et normatives en vigueur. Il l'équippa d'un point de prélèvement d'eau qui permettra, le cas échéant, de s'assurer du respect en limite du réseau public de la qualité de l'eau fournie par le service des eaux, pour l'application de l'article R1321-45 du code de la santé publique.

Des dispositifs anti-retour devront être également mis en place pour assurer la protection sanitaire du réseau intérieur, conformément aux règles énoncées par la réglementation et par la norme NF EN 1717.

IV- Mise en œuvre des prescriptions techniques

Le service des eaux procédera, à réception de la demande d'individualisation du propriétaire, accompagnée d'un dossier technique comprenant notamment une description des installations existantes et, le cas échéant, du projet de programme de travaux destiné à rendre les installations intérieures conformes aux prescriptions techniques, aux actions ci-après :

- il demande, en tant que de besoin, au propriétaire des éléments d'information complémentaires ;

- il effectue ensuite une première visite permettant d'apprécier la situation générale et l'état des installations intérieures collectives, des équipements et dispositifs de comptage et de protection contre les retours d'eau, au sein de l'immeuble et en pied d'immeuble ;
- il fait réaliser une campagne d'analyses portant sur les principaux paramètres déterminant la potabilité de l'eau. Cette campagne d'analyses sera faite à partir d'un prélèvement au compteur général d'immeuble et de prélèvements sur plusieurs points de livraison individuelle. Les prélèvements seront effectués par le service des eaux et les analyses réalisées par le laboratoire contrôlant habituellement la potabilité de l'eau sur le service, pour le compte de la DDASS. Les frais de prélèvement et d'analyses seront supportés par le propriétaire ;
- si les analyses ou les constats de la visite montrent une dégradation ou un risque évident de dégradation de la qualité de l'eau, entre le compteur général d'immeuble et l'un des compteurs particuliers, conduisant au non-respect des exigences du code de la santé publique (art. R1321-1 et suivants), une étude complémentaire sera effectuée par le propriétaire, à ses frais, dans le but d'identifier le ou les éléments du réseau intérieur de l'immeuble ou de l'ensemble immobilier responsable de cette détérioration. Le propriétaire sera alors tenu, dans les plus brefs délais, au remplacement ou à la réhabilitation des éléments du réseau intérieur concernés, et/ou à la mise en place des mesures correctives nécessaires. Après ces actions, le propriétaire informera le service des eaux afin que ce dernier fasse réaliser une deuxième campagne d'analyses permettant de vérifier que le problème détecté a bien été résolu.
 - le service des eaux répond ensuite à la demande d'individualisation du propriétaire en :indiquant les insuffisances éventuelles constatées (pertes de charge importantes, fuites d'eau, existence de bras mort, problèmes concernant des équipements collectifs, ...);
 - précisant les modifications éventuelles à apporter au projet afin de respecter les prescriptions techniques ;
 - adressant les modèles des contrats (contrat d'individualisation, contrat général d'immeuble et contrat d'abonnement individuel)).

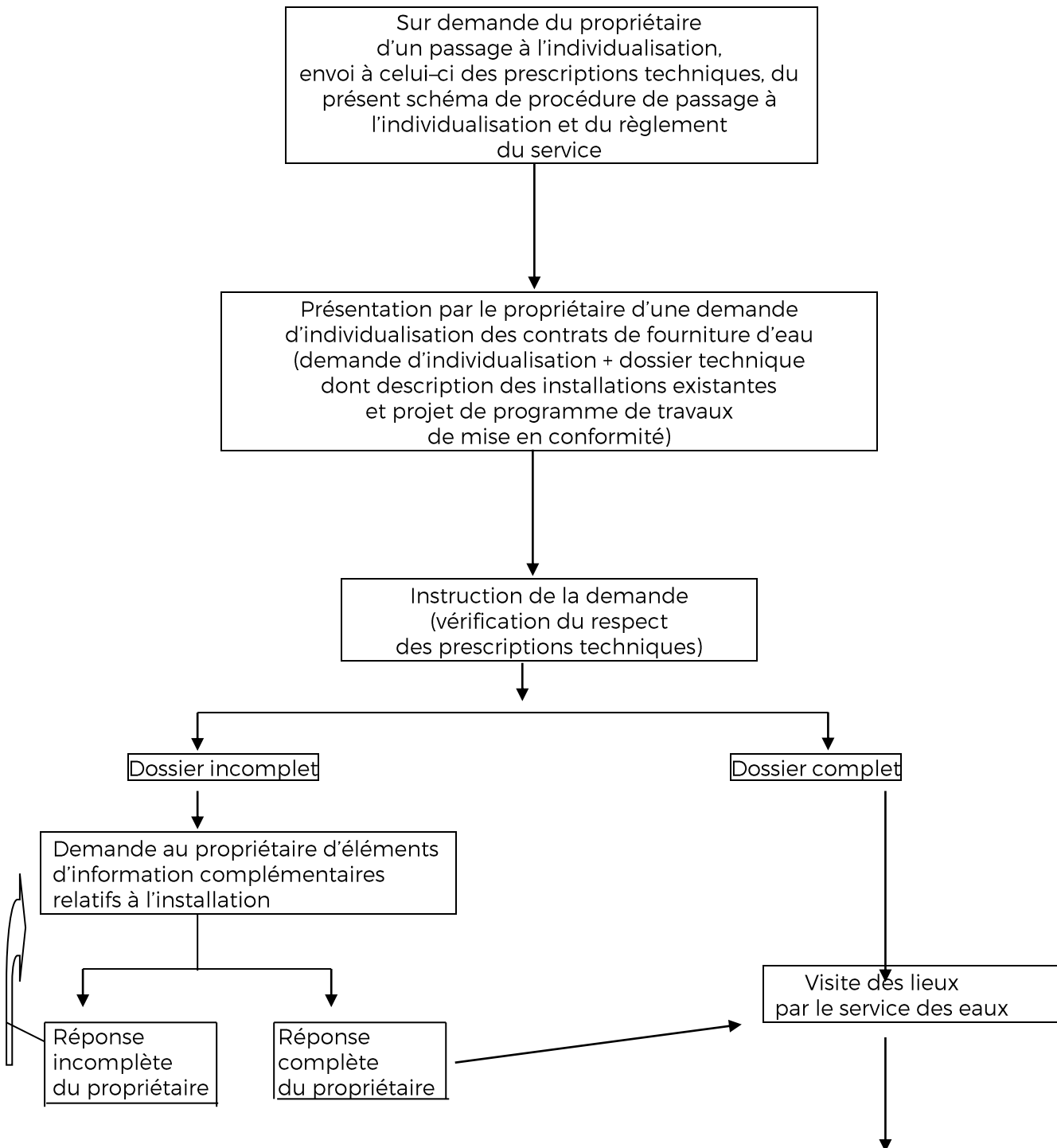
Après que le propriétaire ait procédé à l'information des futurs titulaires des contrats d'abonnement individuel, celui-ci confirme sa demande d'individualisation en RAR au service des eaux, en joignant notamment :

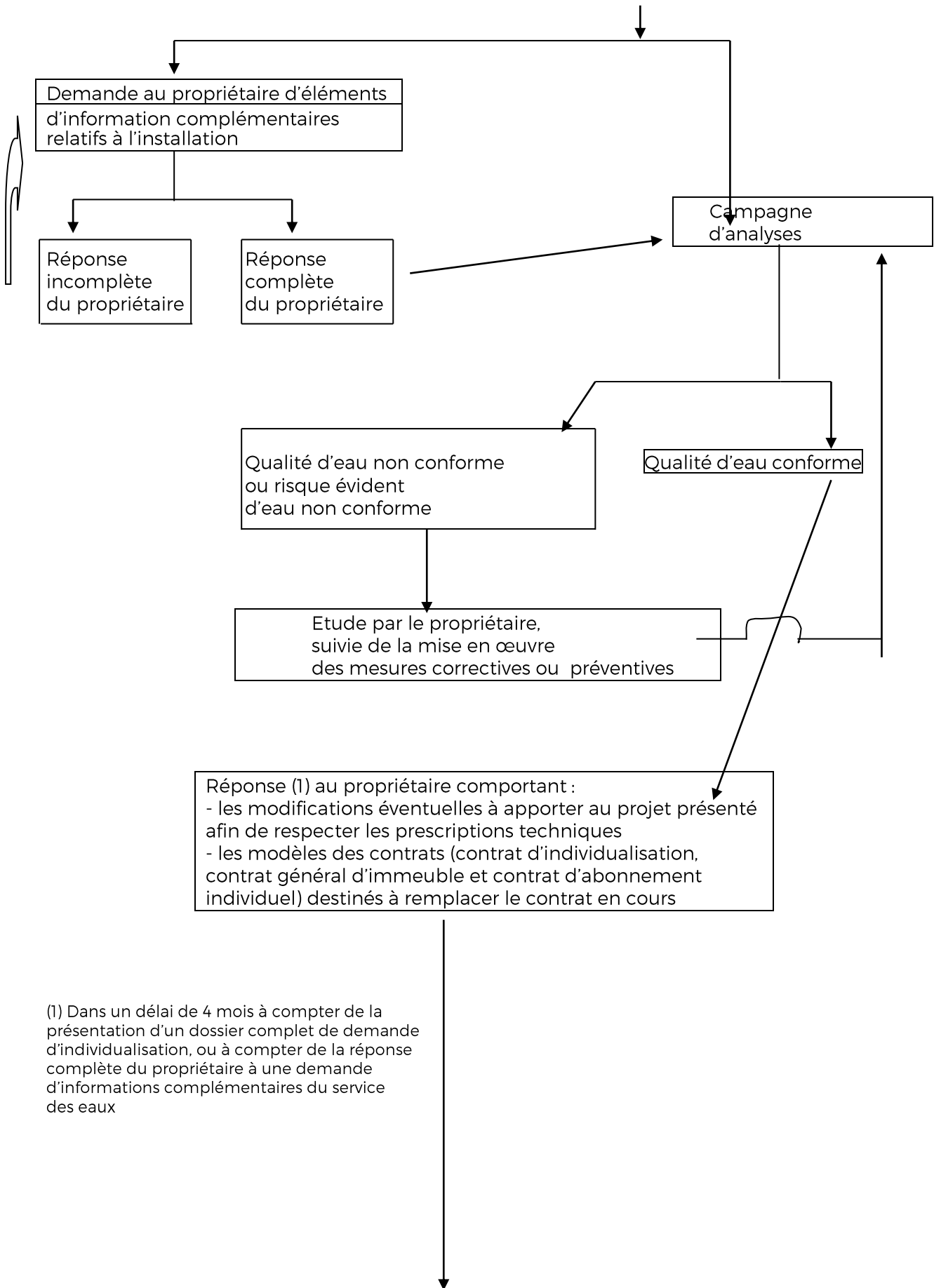
- un dossier technique incluant la description des installations existantes et si nécessaire le projet de programme des travaux de mise en conformité ;
- le(s) document(s) d'information porté(s) à la connaissance des futurs titulaires des contrats d'abonnement individuel ;
- le cas échéant, l'échéancier prévisionnel de réalisation des travaux.

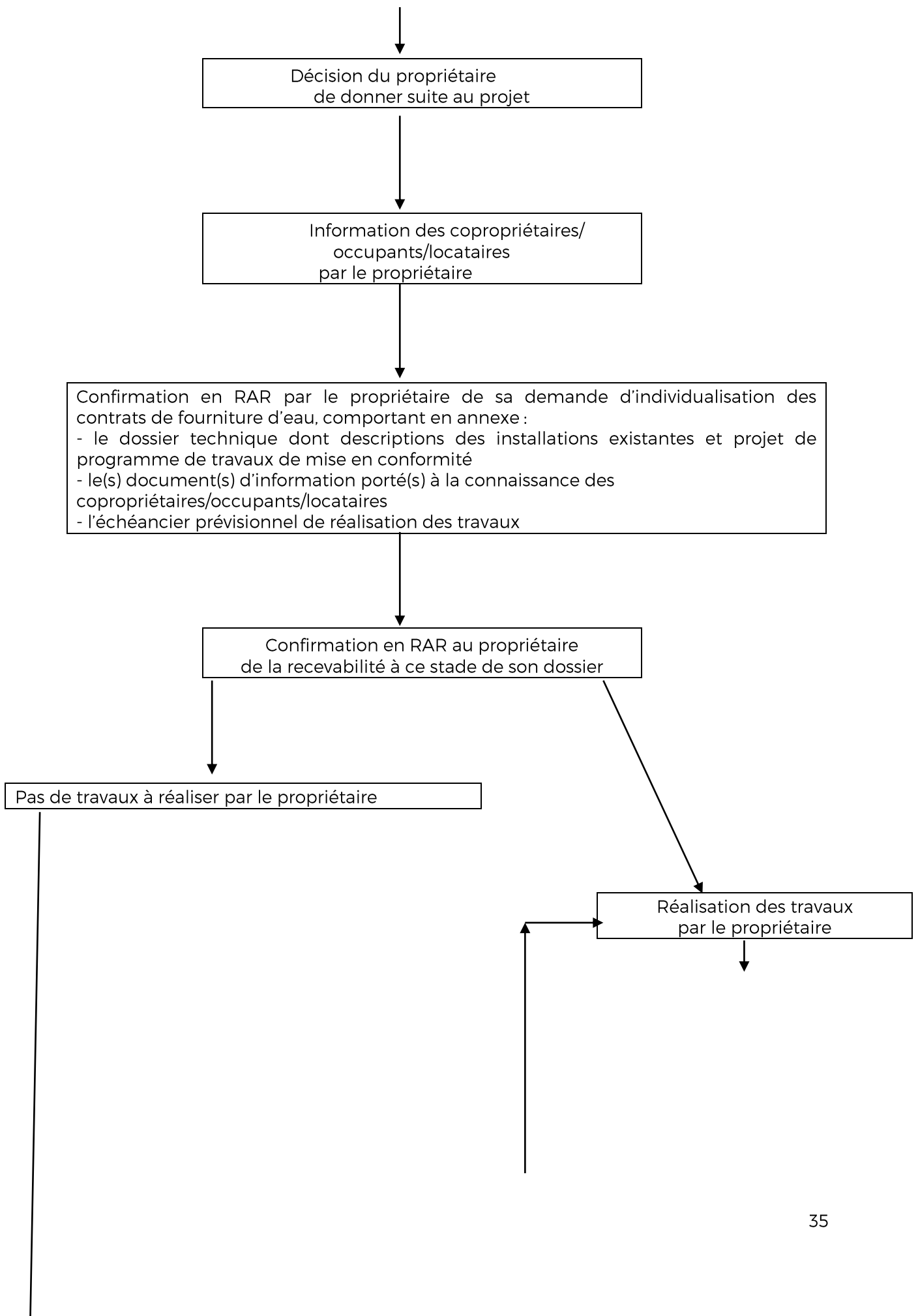
Il est ensuite procédé successivement aux actions suivantes :

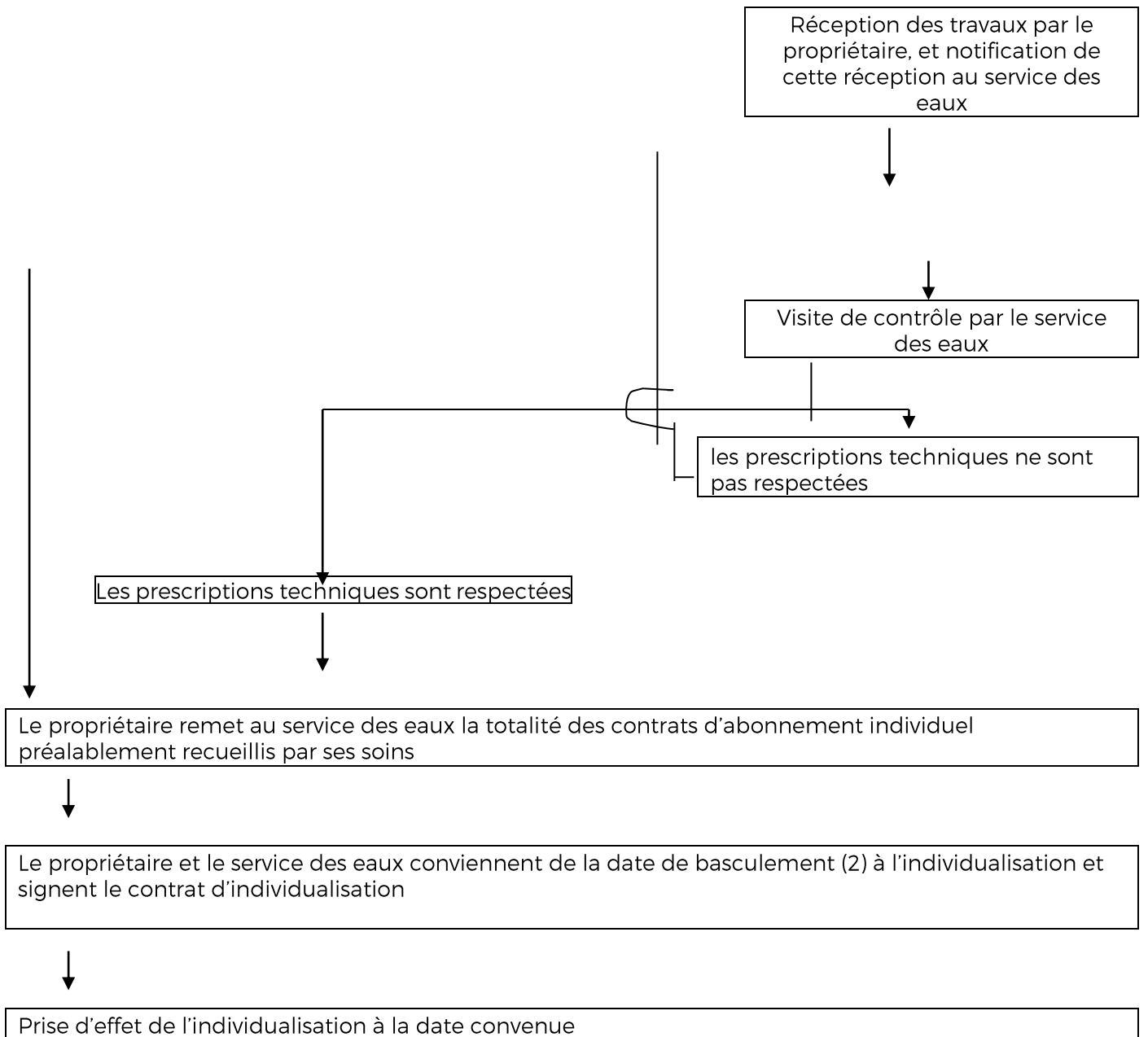
- le service des eaux confirme au propriétaire la recevabilité technique à ce stade de son dossier ;
- le propriétaire fait réaliser les travaux nécessaires, et informe le service des eaux lorsque ceux-ci ont été réceptionnés ;
- le service des eaux réalise en présence du propriétaire une visite de contrôle des installations collectives intérieures et des dispositifs de comptage ;
- le service des eaux procède le cas échéant aux travaux de pose des compteurs et des dispositifs de relevés à distance ;
- le service des eaux indique au propriétaire, sur la base des observations effectuées, des recommandations techniques à appliquer pour prévenir au mieux tout risque ultérieur de dégradation de la qualité au sein de l'immeuble.

**Annexe 5 : Schéma de procédure de passage
à l'individualisation des contrats de fournitures d'eau
dans les immeubles d'habitat collectif**









(2) dans un délai de 2 mois, ou dans le délai convenu entre les parties, décompté à partir de la réception de la confirmation de la demande d'individualisation, ou si des travaux sont nécessaires, de la notification de la réception des travaux par le propriétaire

Annexe 6 : Protection contre les retours d'eau

Il est rappelé que la protection du réseau de distribution public contre les retours d'eau polluée en provenance d'une installation privée relève exclusivement de la responsabilité de l'abonné.

Dans le cas d'un immeuble d'habitat collectif, sauf décision contraire et portée à la connaissance de tous les occupants par le propriétaire (c'est-à-dire par le propriétaire bailleur privé ou public, ou par le syndicat des copropriétaires), la protection du réseau privé constitué par les installations intérieures collectives contre les retours d'eau polluée en provenance d'une installation intérieure privée relève exclusivement de la responsabilité de l'abonné titulaire du contrat d'abonnement individuel souscrit pour cette installation intérieure privée.

Ces responsabilités peuvent être recherchées en cas d'accident provenant d'un retour d'eau polluée dans le réseau de distribution public ainsi que, dans le cas d'un immeuble d'habitat collectif, en cas d'accident provenant d'un retour d'eau polluée dans le réseau privé constitué par les installations intérieures collectives.

Les articles suivants décrivent les dispositions établies pour assister l'abonné dans l'évaluation du risque attaché à son installation et dans la détermination d'un dispositif de protection minimale.

a) QUESTIONNAIRE ET DETERMINATION DE LA PROTECTION

Lors de la création d'un branchement ou lors de l'enquête réalisée par le Service des Eaux après constat d'un retour d'eau, le propriétaire ou l'abonné indique si l'usage prévu de l'eau est susceptible de générer des risques particuliers de pollution du réseau public, ou du réseau privé constitué par les installations intérieures collectives dans le cas d'un immeuble d'habitat collectif, par retour d'eau (présence de surpresseur, d'une seconde source d'alimentation, usage non exclusivement domestique). Si tel est le cas, le propriétaire ou l'abonné remplit un questionnaire sur les usages d'eau destiné à permettre d'apprécier la nature du risque et le degré de protection minimal souhaitable.

Dans ce questionnaire, le propriétaire ou l'abonné déclare quelles sont la destination générale des locaux qu'il occupe et la nature de l'activité principale qui y est exercée. Il précise à quels usages les installations sont destinées, le cas échéant quels produits chimiques sont utilisés et s'il y a risque de contaminations accidentelles microbiologiques de l'eau.

Les renseignements fournis par le propriétaire ou l'abonné engagent sa pleine responsabilité.

Le Service des Eaux, (et/ou le propriétaire dans le cas d'un immeuble d'habitat collectif), pourra décider toute poursuite à l'encontre du propriétaire ou de l'abonné ayant fait une déclaration fautive ou incomplète, ou fourni des renseignements inexacts ayant ou non entraîné une pollution.

Les indications portées par le propriétaire ou l'abonné dans ce questionnaire permettront de déterminer la protection minimale à installer à l'aval immédiat du poste de comptage conformément à la norme NF EN 1717. La protection minimale à installer est un clapet anti-retour.

b) MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS

Dans le cas où le Service des Eaux considérerait qu'un branchement présente des risques potentiels de retours d'eau, cet abonné sera tenu de renseigner le Service des Eaux sur la base du questionnaire décrit précédemment et de mettre en conformité son installation, s'il apparaît que la protection du réseau public, ou du réseau privé constitué par les installations intérieures collectives dans le cas d'un immeuble d'habitat collectif, est insuffisante.

La mise en conformité devra être effective dans les trois mois qui suivent la notification des travaux à réaliser. Passé ce délai et après mise en demeure, le Service des Eaux sera, par mesure de sécurité, en droit d'interrompre sans délai la distribution de cet abonné.

c) MAINTENANCE DES APPAREILS DE PROTECTION

Selon la réglementation en vigueur, certains appareils de protection, notamment les disjoncteurs doivent faire l'objet d'une procédure de visite annuelle par des personnes qualifiées et habilitées. Ces personnes auront préalablement procédé à la réception technique de l'installation. Une plaque de contrôle sera apposée à proximité de l'appareil et renseignée à chaque visite. Elle précisera la date des visites et l'état des installations. Les rapports de visite devront pouvoir être remis dans un délai maximal de 8 jours à la DDASS, au Service des Eaux, ainsi qu'au propriétaire dans le cas d'un immeuble d'habitat collectif, sur simple demande de l'un de ces derniers.

Dans le cas où le Service des Eaux constaterait une défaillance dans le respect de cette obligation, il serait en droit, après mise en demeure, d'interrompre la distribution de l'abonné concerné.

Annexe 7 : Précautions à prendre contre le gel

Le compteur qui sert à mesurer votre consommation d'eau est - que vous en soyez propriétaire ou locataire - **sous votre garde**. Afin de le protéger des rigueurs de l'hiver, pensez à prendre les précautions qui s'imposent :

- En cas d'absence prolongée, n'omettez pas de vidanger vos installations.

N'oubliez pas, une fois la vidange terminée, de refermer les robinets de vos installations sanitaires, ce qui vous évitera de laisser couler l'eau à la réouverture du robinet avant compteur, lors de votre retour.

- **SI VOTRE COMPTEUR EST SITUÉ EN REGARD ENTERRE**, mettez en place au-dessus du compteur une plaque antigel : laine de verre, polystyrène ou bois sont d'excellents protecteurs contre le froid.

- **POUR EVITER LE GEL DU COMPTEUR ET DES CANALISATIONS SITUÉS À L'INTERIEUR DES HABITATIONS :**

- Ne coupez jamais complètement le chauffage en période de froid,
- En cas de gel intense et prolongé, laissez couler en permanence, dans votre évier, un filet d'eau assez important de façon à assurer une circulation constante dans votre installation : la dépense est dérisoire en comparaison des dégâts qui peuvent être causés par le gel de vos conduites !
- Calorifugez les conduites exposées aux courants d'air (attention aux ventilations !) ainsi que le compteur : chiffons, papier journal, cartons, paille, bandelettes de mousse, laine de verre peuvent faire l'affaire.

- **SI VOTRE COMPTEUR EST INSTALLÉ DANS UN LOCAL NON CHAUFFÉ** (garage, cave,...), s'il est proche d'une ventilation ou si, pire encore, il est à l'extérieur de votre installation mais non enterré, vous pouvez :

- soit demander au Service des Eaux de vous présenter un devis en vue de modifier votre installation (cela peut être la meilleure solution en certains cas),
- soit calorifuger le compteur et les conduites, calfeutrer portes et fenêtres, placer le compteur dans un caisson,... Vous pouvez trouver dans le commerce des gaines isolantes vendues pour différents diamètres de tuyaux.

Il est évidemment intéressant de compléter la protection du compteur par celle de vos installations également exposées :

- Dans tous les cas de figure, interposez un morceau de tuyau non conducteur (plastique par exemple), à l'aval du compteur, entre celui-ci et les installations intérieures.

- Mettez hors d'eau, pendant les périodes de gel, les robinets situés à l'extérieur.

- En cas de début de gel (que vous pouvez constater par un manque d'eau), vous devez :

- d'une part, dégeler votre installation (un sèche-cheveux ou des serpilières chaudes peuvent suffire pour dégeler une conduite bloquée ; mais n'utilisez jamais une flamme).
- d'autre part, vidanger votre installation.

Annexe 8 : Précautions à prendre contre les fuites

Vous trouverez ci-après quelques recommandations pour vous permettre de vous assurer de l'étanchéité de vos installations intérieures de distribution d'eau, éventuellement d'y détecter des fuites et d'y remédier.

↳ FUITES NON VISIBLES

Elles prennent naissance sur une conduite enterrée. L'eau s'infiltré en terre, suit souvent la tranchée de la conduite, puis trouve un égout, un fossé ou un drain et n'est pas détectée.

Elles peuvent aussi se produire dans des appareils dont les trop pleins ou les vidanges sont reliés à l'égout sans une disconnexion de type entonnoir permettant de visualiser un passage d'eau.

Si ces fuites sont importantes, elles peuvent se manifester par une baisse de pression et/ou un bruit continu provenant des canalisations.

↳ FUITES VISIBLES

Ce sont surtout les fuites aux joints de compteur ou de robinet d'arrêt, aux robinets des installations sanitaires et chasses d'eau. La cause la plus fréquente de dépassement de la consommation habituelle est la mauvaise étanchéité des chasses d'eau. L'écoulement est parfois visible mais souvent il n'est mis en évidence qu'en passant un papier sur le fond de la cuvette car le filet d'eau est très mince.

Il faut savoir également qu'un mauvais réglage de chasse d'eau peut occasionner une fuite supérieure à 100 m³ dans une année. Par exemple, une fuite inaudible et peu visible de l'ordre d'un litre au quart d'heure correspond à une consommation de 35 m³ pour une année.

↳ REPARATION

Pour toute fuite détectée et pour toute réparation sur votre installation après le robinet posé immédiatement après compteur, veuillez faire appel à votre plombier.

En cas de fuite avant (et non compris) le joint aval du robinet posé immédiatement après compteur :

- cas général : veuillez appeler le Service des Eaux qui est seul habilité à intervenir sur cette partie de votre branchement (le numéro de téléphone à composer figure sur chacune de vos factures)

- cas où dans un immeuble d'habitat collectif vous êtes titulaire d'un contrat d'abonnement individuel : veuillez appeler le propriétaire de l'immeuble ou son représentant ou encore le plombier mandaté par le propriétaire pour de telles circonstances. Lorsque la réparation de la fuite nécessite la dépose du compteur ou simplement la rupture des scellés apposés sur le compteur, le propriétaire de l'immeuble ou son représentant devront impérativement prévenir le Service des Eaux afin qu'un des agents de ce dernier soit présent lors de la réparation pour déposer les scellés en place avant celle-ci et en poser de nouveaux après celle-ci (et si besoin procéder aux opérations de dépose puis de pose du compteur).

↳ NOUS VOUS CONSEILLONS VIVEMENT

- de vérifier périodiquement l'état de votre installation allant du compteur à tous les points de puisage de l'eau ;

- de vous assurer périodiquement du bon état (et du serrage) des joints situés à l'aval du compteur (y compris le joint aval de ce compteur) ;
- de vous assurer qu'il n'y a pas de fuite, en relevant l'index du compteur en l'absence de puisage, par exemple, le soir avant le coucher puis le matin au réveil ;
- de fermer le robinet d'arrêt placé près du compteur en cas d'absence prolongée ;
- de relever périodiquement votre compteur pour suivre votre consommation.

* * *

Le Service des Eaux vous remercie de bien vouloir l'informer de toute fuite qui semblerait provenir d'une conduite sous voie publique (en téléphonant au numéro de téléphone figurant sur vos factures)

**_*_*_*_*